

CRÉDIT INTERNATIONAL

AGRICOLE

P.2 LE CANADA, UNE DESTINATION NATURELLE

P.3 RUSSIE : RÉSISTANTE DANS LA TOURMENTE

P.4 SIRFULL L'INNOVATION INTELLIGENTE

FICHE FACILITER LA CONQUÊTE DE VOS MARCHÉS

POINT DE VUE Les cyber-espions sont parmi nous

La chaîne TV5 Monde, les studios Sony Pictures, l'opérateur T-Mobile, le site de rencontres d'Ashley Madison sont quelques-unes des victimes, parmi les plus médiatisées ces derniers mois, de criminels d'un genre nouveau : les cyber-attaquants. Cachés au cœur du « world wide web », ils s'introduisent dans les réseaux, espionnent, volent des données, gèlent l'activité de sites marchands ou bancaires et rançonnent leurs victimes. Depuis quelques années, le phénomène explose : 42,8 millions de cyber-attaques ont été recensées dans le monde en 2014, soit une hausse de 48 % par rapport à l'année précédente. L'Europe est la seconde région du monde la plus affectée par ce phénomène après les États-Unis. Nos sociétés, parmi les plus ultra-connectées sur la planète, sont très vulnérables.

Ces cyber-espions ne s'en prennent pas seulement aux grands groupes, aux médias, aux institutions internationales ou aux banques, ils ciblent aussi les PME et les ETI. Ces dernières sont même devenues une des portes d'entrées privilégiées de ces « hackers » économiques. Dans l'aéronautique par exemple, Airbus, tout comme Boeing, a confié plus de 50 % de la valeur ajoutée de ses avions à ses grands sous-traitants qui, eux-mêmes, travaillent avec des partenaires de rangs 2, 3 ou 4. Une part importante de l'innovation et de la compétitivité des grands donneurs d'ordre se loge au sein de cet écosystème. Il en est de même dans de nombreux pans de l'industrie, comme l'automobile.

Au sein de cette « entreprise étendue » dont l'implantation est mondiale, les PME et ETI partenaires s'installant à proximité des usines de leurs grands clients, les cyber-espions s'infiltrèrent discrètement, parfois lors d'une opération de maintenance, *via* une simple clef USB piégée, un e-mail infecté, un smartphone cloné ou

encore une mise à jour d'un logiciel. Les spécialistes de la cyber-sécurité estiment qu'en moyenne une entreprise non protégée mettra 241 jours pour détecter l'intrusion. Protéger ses bases de données, ses tarifs, ses propositions commerciales lors d'un appel d'offres, la liste de ses clients, les résultats de sa R & D mais aussi ses lignes de fabrication ainsi que ses systèmes d'information est une nécessité absolue. Les PME et ETI sont particulièrement vulnérables car si les chefs d'entreprises ont conscience de la menace, ils n'ont pas tous eu ou pris le temps de renforcer le niveau de protection de leurs systèmes informatiques et de sensibiliser leurs salariés.

Toutes les études le démontrent, les petites entreprises sont insuffisamment préparées. Certes, en ces temps de crise économique, les patrons investissent dans leur cœur de métier et se concentrent sur l'innovation, le développement produit ainsi que la conquête de marchés à l'international tout en gardant un œil sur l'évolution de leur compte de résultat. Et pourtant, se protéger contre les cyber-espions est vital. Rappelons que les entreprises de moins de 250 salariés concentrent près d'un tiers des attaques.

Se protéger contre ces menaces 3.0, c'est préserver sa compétitivité face à ses rivaux, ses capacités de développement à l'international et de conquête de nouveaux clients ainsi que ses efforts en matière d'innovation. Pour beaucoup de petites (et grandes) entreprises, c'est une question de vie ou de mort !

« Les intrusions sont difficiles et longues à détecter. »

Véronique Guillermand,
rédacteur en chef adjoint, Le Figaro



HORIZONS Le Canada, une destination naturelle

Les Français sont attirés par le Canada depuis très longtemps en raison de ses paysages grandioses, son lien historique avec l'hexagone et de ses nombreuses occasions d'affaires. Aujourd'hui, plus que jamais, ce pays se révèle une destination privilégiée pour les sociétés françaises. Son économie diversifiée et dynamique affiche la plus forte croissance du PIB à long terme des pays du G7. L'un des rares pays encore noté AAA, le Canada mérite bien sa devise « Paix, Ordre et Bon Gouvernement », compte tenu de son environnement politique et juridique stable, ainsi que d'un système financier souvent considéré comme le plus sûr au monde. Bénéficiant d'une main d'œuvre très qualifiée et d'un taux d'impôt attractif pour les entreprises, il n'est pas étonnant que le pays soit classé par Forbes et Bloomberg comme l'un des meilleurs pays du G20 pour y faire des affaires.

Avec près d'un tiers de sa population francophone, le Canada représente un attrait pour bon nombre d'entreprises françaises. Neuvième fournisseur, la France envisage d'augmenter de 20 % ses échanges avec le Canada, grâce à l'accord de libre-échange signé avec l'UE qui permettra de réduire 90 % des frais de dédouanement.

La place de la France

Environ 600 sociétés françaises, dont les trois quarts au Québec, sont actuellement établies au Canada, ce

qui fait de la France son 8^e investisseur. Une présence canadienne peut également servir de tremplin vers les États-Unis et le Mexique grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), un marché qui représente plus de 450 millions de consommateurs.

Le pays s'appuie sur un marché mature caractérisé par une population multiculturelle et sophistiquée, à l'affût des nouveautés avec un pouvoir d'achat élevé. La France est particulièrement présente dans le secteur agroalimentaire (vins et spiritueux, produits d'épicerie), les biens de consommation comme la parfumerie, les cosmétiques, les articles de mode et de maison. Le label « Made in France » est très apprécié. Les entreprises françaises innovantes réussissent également dans les TIC et l'industrie pharmaceutique. Elles sont présentes aussi dans l'aéronautique, le Canada se

classant au 4^e rang mondial. Acteur de premier plan en matière de ressources minières, forestières, agricoles et énergétiques, le Canada est également un important producteur de pétrole et d'hydroélectricité (4^e fournisseur mondial). Le pays offre de nombreuses opportunités d'investissement liées aux infrastructures. Il est devenu leader en matière de projets de partenariat public-privé liés à la construction de routes ou de ponts.

Le Canada par son immense territoire, ses ressources naturelles et sa stratégie en matière de développement durable et des énergies renouvelables, offre aux entreprises canadiennes et étrangères de nombreuses occasions d'affaires sur l'ensemble du domaine : efficacité énergétique, gestion de l'eau, gestion des matières résiduelles, traitement des sols et de l'air, chimie verte. Notons également le rôle de centre haute technologie de la métropole de Montréal, point d'attraction de nombreuses start-up.

Il convient enfin de souligner que les grandes métropoles sont aussi des centres financiers de premier rang où les banques mais également les investisseurs (fonds de pension et sociétés de capital risque) sont extrêmement actifs.

Le Crédit Agricole au Canada

Trois entités du Groupe Crédit Agricole sont présentes au Canada depuis plusieurs années : Crédit Agricole CIB (CACIB), Amundi (Gestion d'Actifs) et CACEIS (Conservation de Titres).

Implanté au Canada depuis 2005 sous forme de bureau de représentation, CACIB offre un accès aux services et produits du Groupe : couvertures et placements, prêts syndiqués, emprunts obligataires, Trade Finance, Export Finance...

Le 8 septembre 2015, CACIB a obtenu l'accord du Ministre des Finances canadien pour établir une succursale bancaire, ce qui lui permettra de développer son offre domestique.

Les clients PME et ETI du Groupe bénéficient en outre d'un accompagnement sur mesure via un *International Desk* dédié.

Xavier Roux, Senior Country Officer CACIB
Jean-Pierre Beaupré, Chief Operating Officer CACIB

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
35,7 MILLIONS
D'HABITANTS DONT
24 % AU QUÉBEC

RANG MONDIAL EN PIB
10^e

CHÔMAGE
ENVIRON 6,8 %
EN JUIN 2015

NOTATION PAYS COFACE : A1

« À RETENIR »

Le Canada est une monarchie constitutionnelle. La constitution canadienne prévoit un partage des compétences entre le gouvernement fédéral et celui de chaque province.

Au Canada, le droit civil coexiste avec la *common law*. Le Québec est une province de droit civil, la *common law* est en vigueur dans les autres provinces et territoires.

Le marché est extrêmement sophistiqué et il convient de démontrer très vite la valeur ajoutée et innovante du service ou produit proposé.

L'engouement pour le Canada ne doit cependant pas masquer les différences culturelles avec la France (y compris au Québec). Les Canadiens sont moins formels et hiérarchiques dans leurs relations et le réseautage est très important.

ÉCONOMIE Russie : résistante dans la tourmente

3

Les limites du capitalisme d'État confronté aux sanctions internationales et à la baisse des cours des matières premières

Depuis deux ans, la Russie est confrontée à des chocs multiples et violents. Des chocs politiques, mais aussi économiques : baisse du prix du pétrole, crises de change et sanctions économiques occidentales. Tout cela s'est traduit par une chute des salaires et de la consommation, qui soutenaient jusqu'à lors la croissance. La récession qui devrait atteindre - 3,5 % cette année n'est donc pas une surprise. Les ménages, s'ils l'acceptent en paient le prix fort. Un comportement qui tranche avec les manifestations de 2012. Entre temps, nationalisme et sécurité nationale ont pris le pas sur la dénonciation de la corruption. La popularité très élevée de Vladimir Poutine a fait accepter aux Russes une stratégie économique centrée sur le capitalisme d'État.

En fait, la crise actuelle est très différente de celle de 2009, prouvant que l'économie russe a acquis une certaine résilience. Plusieurs facteurs l'expliquent : une monnaie flexible, une politique monétaire active, une meilleure gestion du risque de change. Sur le marché du travail, le chômage n'augmente pas (5,3 %), contraint par la démographie (la population active va passer de 74,5 M cette année à 71,6 M en 2020). L'excédent de la balance courante s'est reconstitué, la contraction des achats à l'étranger a compensé les effets de la baisse du prix des exportations de pétrole. Enfin, depuis la perte de son Investment grade S&P's début 2015, la Russie cherche à mieux protéger son rating en reconstituant ses réserves de change. De fait, la récession n'affecte pas la notation souveraine, avec des indicateurs de solvabilité qui restent bons, et une dette publique limitée. Et puis, paradoxe des sanctions, les entreprises russes ont réduit leur endettement externe et leur exposition au risque de change ou de liquidité.

À court terme, la Russie a donc su gérer une situation économique difficile face à une crise géopolitique majeure. Reste le long terme. Dans ce domaine, le problème central n'est pas résolu, qui conduisait déjà, bien avant la crise ukrainienne, à un ralentissement progressif de la croissance : l'insuffisance d'investissement. Cela limite les perspectives de reprise pour 2016 (une hausse du PIB prévu à 0,2 %), mais aussi les possibilités de substituer une offre locale aux importations. Celle-ci existe dans certains secteurs, comme l'agro-alimentaire, mais reste contrainte par la faiblesse de l'offre. Surtout, cela enferme le pays dans une stagnation à long terme, et les investisseurs ne doivent pas espérer retrouver dans les années à venir le rythme de progression de la demande des ménages d'avant crise. Ce blocage de l'investissement est principalement lié à un problème de comportement

court-termiste des acteurs, à des institutions non incitatives, à un déficit d'infrastructures qui limite l'efficacité des investissements privés.

Malgré les sanctions, des opportunités maintenues pour les entreprises françaises

Pour la France en 2015, hors Union européenne, la Russie est restée le 3^e marché après les États-Unis et la Chine dans un contexte d'échanges contractés par la récession et les sanctions internationales. La France est aussi le 6^e investisseur en Russie avec 14,1 Md EUR en 2014. Quels que soient les secteurs, les entreprises s'installaient surtout, jusqu'à présent, pour profiter de la hausse du PIB par habitant. Évidemment, la crise a fait évoluer ce tableau, la dévaluation du rouble peut ainsi inciter certaines entreprises à s'installer en Russie pour y produire et exporter. Si les sanctions occidentales ont pesé sur les échanges, l'accès aux financements pour les entreprises françaises est aussi rendu plus difficile. Les obligations imposées aux banques étrangères du fait des sanctions, rendent les opérations administrativement plus lourdes et du fait des paiements transfrontaliers surveillés, des retards apparaissent. Les banques devenues sélectives peuvent être réticentes à confirmer et financer des lettres de crédit émises par des banques russes sanctionnées. Par ailleurs, la forte volatilité du rouble impose de couvrir le risque de change.

Malgré les sanctions, sur le long terme la coopération d'affaires se poursuit avec la Russie. Des secteurs d'opportunités continuent à se développer et les entreprises françaises ont une offre crédible sur les segments des produits de luxe, des meubles de style, de l'art, la santé, la French Tech, les matériels agricoles. Et puis le marché russe possède des caractéristiques qui restent intéressantes et qui le rapprochent des pays développés : les plus de 60 ans représentent 19 % de la population (20 % aux États-Unis), une classe moyenne importante (41 M de personnes) mais aussi un taux d'urbanisation élevé et une jeunesse, la « génération Y », qui représentera 36 % de la population active en 2025 contre 23 % aujourd'hui.

Tania Sollogoub,

*Économiste - Direction des Études économiques
Crédit Agricole SA*

Eric Koebe,

*Senior Country Officer Russia, Central Asia and Azerbaijan
Crédit Agricole CIB - Moscou*

RENCONTRE Sirfull

L'innovation intelligente

Sirfull est une jeune entreprise alsacienne qui propose au secteur industriel des plateformes collaboratives permettant d'organiser les process de fabrication, de les gérer, d'en contrôler la qualité avec une traçabilité parfaite et dans le respect des normes en vigueur. Trois entrepreneurs talentueux ont beaucoup travaillé avant de se lancer. Les résultats sont impressionnants. Jean-Claude Lambolez, président, raconte.



Expliquez nous votre métier

Jean-Claude Lambolez. Trois ans de R&D ont été nécessaires pour mettre au point le prototype de notre concept qui vise à optimiser la qualité dans l'industrie et à faciliter le suivi, le contrôle des process. Nous avons déposé quatre brevets et au début de cette année, nous sommes partis en commercialisation auprès des grands comptes et de grosses PME industrielles. Nous sommes opérationnels dans tous les secteurs – aéronautique, énergie – dont nous améliorons le flux qualité.

Nos clients s'abonnent : cela nous permet de leur garantir une mise à jour permanente des données. Ce qui est évidemment essentiel quand il s'agit de gérer des process de production obéissant à des normes de qualité. Beaucoup d'entre eux ont des filiales à l'étranger : à nous de leur fournir en temps réel l'évolution des normes et des réglementations dans chacun des pays où ils sont implantés. De notre côté, nous avons noué des partenariats avec les organismes qui mettent à jour les bases de données normatives. Nous avons un système de veille automatique. Nous sommes, pour faire court, une plateforme collaborative.

Qui sont vos clients ?

J.-C. L. Des entreprises françaises dans l'industrie... Mais dès notre démarrage, nous avons visé l'international. Notre gros projet actuel, c'est le Canada. Nous avons déjà un client et nous avons décidé d'investir sur ce pays et d'y ouvrir une filiale à la fin du premier semestre 2016.

Comment vous y prenez-vous ?

J.-C. L. Nous avons mené une première mission d'exploration au Canada, emmenés par le Crédit Agricole Alsace Vosges et la Chambre de commerce. L'accueil a été extrêmement positif. Nous avons recruté localement un commercial *free lance* qui prospecte pour nous. Devant les développements qui s'amorcent, nous avons décidé d'ouvrir une filiale à Montréal.

Et demain ?

J.-C. L. Deux groupes industriels veulent travailler avec nous sur « l'usine du futur ». En 2016, nous pensons déposer 4 ou 5 nouveaux brevets. Nous détenons des algorithmes très sophistiqués susceptibles de s'appliquer dans de nombreux domaines industriels. Nous

CHIFFRES CLÉS

EFFECTIFS : 18 PERSONNES

CA 2014

650 000 €

WWW.SIRFULL.COM

sommes en permanence dans un état d'esprit d'innovation.

Quel soutien vous apporte le Crédit Agricole Alsace Vosges ?

J.-C. L. Essentiel ! Il nous soutient dans tout ce que nous entreprenons. C'est très rare de voir une banque soutenir l'innovation. En général, elles sont plutôt frileuses dès qu'on leur parle d'un produit qu'elles ne connaissent pas. Ici, c'est le contraire. Le Crédit Agricole Alsace Vosges poursuit l'objectif de développer l'économie de la région : sur des entreprises comme la nôtre, leur appui est total. Il a mis à notre disposition des experts de l'international alors que nous étions encore une toute petite entreprise ! Au Canada, nous ouvrons un compte dans le courant de l'année 2016. Bref, c'est une banque formidable dont les collaborateurs sont très compétents et disponibles. Nous allons nous développer avec eux !

CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL

CRÉDIT AGRICOLE INTERNATIONAL est édité trimestriellement par le GIE GECAM - Fédération nationale du Crédit Agricole, 48 rue La Boétie, 75008 Paris, tél. 01 49 53 44 05

Directeur de la publication
Bertrand Corbeau

Rédacteur en chef
Jean Salati

Comité éditorial
H. Barthelemy, CR Aquitaine ; C. Eydoux, CA CIB ; A. Hemery, CR du Finistère ; M.-L. Madelin, CA sa ; C. Ollivier, CR PCA ; C. Planque, CR Nord de France ; N. Renaut, CA sa ; C. Renoux, CA CIB ; P. Staehly, CR Alsace Vosges ; J. Tual, CR Alpes Provence ; B. Broca, Paragramme

Réalisation et direction technique

Paragramme

Impression

I & D - Dépôt légal : décembre 2015

Abonnements

Caisses régionales de Crédit Agricole.